

## **APRÈS MILOSEVIC, KADHAFI**

Moins de douze ans après que l'OTAN ait écrasé la Yougoslavie sous ses bombes, arrachant la province du Kosovo de la Serbie, il y a des signes que l'alliance militaire se prépare à une nouvelle petite "guerre humanitaire" victorieuse, cette fois-ci contre la Libye. Les différences sont bien sûr énormes. Mais voyons quelques troublantes similitudes.

### **Un leader diabolisé**

En tant que "nouvel Hitler" – l'homme que vous aimez haïr et que vous devez détruire – Milosevic était en 1999 un néophyte comparé à Muammar Kadhafi aujourd'hui. Les médias disposaient de moins de dix ans pour transformer Milosevic en monstre, alors qu'avec Kadhafi, ils s'y emploient depuis plusieurs décennies. Et Kadhafi est plus exotique, parle moins anglais et se présente au public dans des tenues qu'aurait pu créer John Galliano (un autre réputé monstre récent). Cet aspect exotique ressuscite les quolibets et le mépris de cultures "inférieures" qui ont permis la conquête de l'Ouest, la colonisation de l'Afrique et le saccage du Palais d'été de Beijing par des soldats occidentaux se battant pour que le monde puisse s'adonner à l'opium en toute liberté.

### **Le chœur des "il faut faire quelque chose".**

Comme dans le cas du Kosovo, la crise en Libye est perçue par les faucons comme une occasion d'affirmer leur pouvoir. L'inénarrable John Woo, le conseiller qui convainquit le gouvernement Bush II des avantages de la torture de prisonniers, s'est servi du *Wall Street Journal* pour pousser l'administration Obama à ignorer la charte des Nations Unies et à plonger dans le bouleversement libyen. "En se passant des règles vétustes de l'ONU, les Etats-Unis peuvent en même temps sauver des vies, améliorer le bien-être global et défendre leurs intérêts nationaux", a-t-il proclamé. Et un autre grand théoricien de l'impérialisme humanitaire, Geoffrey Robertson, a expliqué à l'*Independent* que, malgré les apparences, violer le droit international était légal.

### **Le spectre des "crimes contre l'humanité" et du "génocide" est évoqué pour justifier la guerre.**

Comme au Kosovo, un conflit interne entre un gouvernement et des rebelles armés est présenté comme une "crise humanitaire" dans laquelle un seul côté, le gouvernement, est considéré comme "criminel". Cette criminalisation a priori se manifeste par l'appel à une juridiction internationale sensée se pencher sur les crimes prétendument commis ou sur le point de l'être. Dans son éditorial, Geoffrey Robertson a parfaitement précisé comment la Cour internationale de justice devait planter le décor d'une éventuelle intervention armée. L'Occident peut se servir de la Cour pour éviter le risque d'un veto de l'action militaire au Conseil de sécurité, a-t-il expliqué. "Dans le cas de la Libye, le Conseil a au moins établi un important précédent en décidant à l'unanimité de se référer à la Cour de justice. (...) Que se passera-t-il si des inculpés libyens en liberté aggravent leurs crimes – par exemple en exécutant de sang froid par pendaison ou coup de feu des adversaires, des témoins éventuels, des civils, des journalistes ou des prisonniers de guerre ? (Notez que jusqu'ici il n'y a ni "inculpés" ni preuves de crimes qu'ils pourraient "aggraver" de façons plus ou moins imaginaires. Mais Robertson cherche avec avidité un moyen de "relever le défi" si le Conseil de sécurité décide de ne rien faire). Les défaillances

du Conseil de sécurité rendent nécessaire la reconnaissance d'un droit limité, sans son mandat, reconnu à une alliance comme l'OTAN d'utiliser la force pour empêcher que soient perpétrés des crimes contre l'humanité. Ce droit entrerait en vigueur une fois que le Conseil aurait identifié la situation comme étant une menace pour la paix mondiale – et il l'a fait pour la Libye, en renvoyant à l'unanimité le cas devant le procureur de la Cour.”

Ainsi renvoyer un pays devant le procureur de la Cour peut fournir le prétexte à lui faire la guerre ! Incidemment, la juridiction de la Cour internationale de justice est supposée s'étendre aux Etats ayant ratifié le traité de sa création ce qui, à ma connaissance n'est le cas ni de la Libye – ni des Etats-Unis. Une grande différence est que les USA ont réussi à persuader, par la menace ou la corruption, de nombreux pays signataires d'accepter de ne jamais, sous aucune circonstance, renvoyer devant le procureur des coupables américains. Un privilège refusé à Kadhafi.

Robertson, un membre du Conseil juridique de l'ONU, conclut : “le devoir d'empêcher le meurtre massif d'innocents, du mieux que nous pouvons s'ils demandent notre aide, s'est matérialisé : il rend l'usage de la force par l'OTAN non seulement légitime, mais légal.”

### **Ineptie gauchiste.**

Il y a douze ans, la plus grande partie de la gauche européenne a soutenu la “guerre du Kosovo” qui a mis l'OTAN sur la voie sans fin qu'elle suit aujourd'hui en Afghanistan. N'ayant rien appris, elle semble prête à se répéter. Une coalition de partis se qualifiant de “Gauche européenne” a publié une déclaration “condamnant avec force la répression perpétrée par le régime criminel du colonel Kadhafi” et appelant l'Union européenne “à condamner l'usage de la force et à agir rapidement pour protéger les gens qui manifestent pacifiquement et luttent pour leur liberté.” Etant donné que l'opposition à Kadhafi ne fait pas que “manifeste pacifiquement” mais a pris les armes, cela revient à condamner l'usage de la force par les uns et non par les autres – mais il est douteux que les politiciens qui ont rédigé cet appel se rendent même compte de ce qu'ils disent.

L'étroitesse de la vision de la gauche est illustrée par une déclaration publiée dans un journal trotskyste selon laquelle “de tous les crimes de Kadhafi, le pire et le moins connu est sa complicité avec la politique d'immigration de l'UE”. Pour l'extrême gauche, le pire péché de Kadhafi est de collaborer avec l'Occident, de même que doit être dénoncée la collaboration de l'Occident avec Kadhafi. Cette gauche finit, par simple confusion, par prendre le parti de la guerre.

### **Les réfugiés**

La masse de réfugiés fuyant le Kosovo au début du bombardement de l'OTAN servit à justifier ce bombardement, sans enquête sur les causes variées de cet exode temporaire, la principale étant sans doute le bombardement lui-même. Aujourd'hui, d'après la façon dont les médias rendent compte du grand nombre de réfugiés quittant la Libye depuis le début des troubles, on pourrait croire qu'ils fuient la persécution de Kadhafi. Comme ils le font souvent, les médias se concentrent sur l'image superficielle sans chercher d'explications. Pourtant un minimum de réflexion pourrait combler cette lacune. Il est peu probable que Kadhafi soit en train de d'expulser les travailleurs étrangers que son régime a importés pour réaliser d'importants projets d'infrastructures. Il est plutôt évident que certains des insurgés “démocratiques” ont attaqué les travailleurs étrangers par pure xénophobie. Les ouvertures à l'Afrique de Kadhafi mécontentent un certain nombre d'Arabes. Il ne

faut pas trop en parler, parce que ces derniers sont aujourd'hui nos "bons gars". Cela ressemble à la façon dont les attaques de Roms par les Albanais du Kosovo furent ignorés ou excusés par les occupants de l'OTAN sous prétexte que "les Roms avaient collaboré avec les Serbes".

### **Osama ben Laden**

Une autre similitude entre l'ex-Yougoslavie et la Libye est que les USA (et leurs alliés de l'OTAN) se retrouvent un fois de plus du côté de leur vieil ami du temps des mudjahidins, Osama ben Laden. Ce dernier fut l'allié discret du parti islamique d'Alija Izetbegovic durant la guerre en Bosnie, un fait soigneusement passé sous silence par les puissances de l'OTAN. Bien entendu, les médias occidentaux ont présenté comme le délire d'un aliéné l'affirmation de Kadhafi qu'il se battait contre ben Laden. Pourtant le combat entre les eux est très réel et antérieur à l'attentat contre les Tours jumelles et le Pentagone du 11 septembre 2001. Kadhafi fut le premier à essayer d'alerter Interpol à propos de ben Laden, sans susciter la moindre coopération de la part des Etats-Unis. En novembre 2007, selon l'AFP, les leaders du "Fighting Islamic Group" en Libye ont annoncé qu'ils rejoignaient Al Qaeda. Comme les mudjahidins qui combattirent en Bosnie, ce groupe de combattants islamistes a été créé en 1995 par des vétérans de la guerre américaine contre les Soviétiques dans les années 1980 en Afghanistan. Leur but proclamé est de renverser Kadhafi pour établir un Etat islamiste radical. La base de l'islamisme radical a toujours été la partie orientale de la Libye où la révolte a éclaté. Etant donné que celle-ci ne ressemble pas aux pacifiques manifestations de masse qui ont eu raison des dictateurs en Tunisie et en Egypte, mais comporte une composante visible de militants armés, on peut raisonnablement penser que les islamistes participent à la rébellion.

### **Refus des négociations.**

En 1999, les USA voulaient absolument se servir de la crise du Kosovo comme "baptême du feu" de la nouvelle vocation internationale de l'OTAN. La mascarade des pourparlers de paix de Rambouillet fut sabotée par la secrétaire d'Etat US Madeleine Albright, qui écarta les leaders kosovars albanais plus modérés en faveur de Hashim Thaci, le jeune chef de "l'Armée de libération du Kosovo" (UCK), un réseau notoirement lié à des activités criminelles. Les rebelles albanais du Kosovo étaient un ensemble hétérogène ; mais comme souvent, les USA ne firent qu'en extraire le pire.

### **En Libye, la situation pourrait empirer**

Mon impression, inspirée en partie par la visite à Tripoli il y a quatre ans, est que la révolte actuelle est encore plus hétérogène, avec de sérieuses contradictions politiques internes. A la différence de l'Egypte, la Libye n'est pas un Etat surpeuplé, comptant des milliers d'années d'histoire, doté d'un fort sentiment d'identité nationale et fort d'une longue culture politique. Il y a un demi-siècle, elle était un des pays les plus pauvres du monde, et elle n'a pas encore émergé tout à fait de sa structure clanique. Kadhafi, à sa façon excentrique, a été un facteur de modernisation, utilisant les revenus pétroliers pour élever les conditions de vie au plus haut niveau du continent africain. Son opposition est paradoxalement constituée à la fois par des islamistes traditionnels réactionnaires qui considèrent comme hérétiques ses opinions relativement progressistes et par les bénéficiaires occidentalisés de sa modernisation qui sont gênés par son image et veulent encore plus de progrès. Il y a

aussi d'autres tensions qui peuvent aboutir à une guerre civile et même à une partition du pays selon des lignes géographiques.

Jusqu'ici les chiens de guerre fouinent pour trouver plus de sang qu'il n'en a encore été versé. Jadis, les USA ont poussé à l'escalade au Kosovo pour être "obligés d'intervenir" ; le même risque existe aujourd'hui en Libye où la même ignorance de l'Occident des effets de son ingérence est encore plus grande.

La proposition de Chavez d'éviter la catastrophe par une médiation neutre est la voie de la sagesse. mais en Otanie, la notion même de résoudre les problèmes par la médiation plutôt que par la force semble s'être complètement évaporée.

**Diana JOHNSTONE.**

*Auteur de "La croisade des fous : la Yougoslavie, l'OTAN et les illusions occidentales".*